

ANNEXE IV DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE L'UNION
EUROPEENNE NUMERO <INDIQUER LA RÉFÉRENCE OU LE NUMÉRO
D'IDENTIFICATION DE LA CONVENTION>

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA
CONVENTION DE DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE
POUR LE MODE DE MISE EN ŒUVRE CENTRALISEE
INDIRECTE

DISPOSITIONS GENERALES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE I: CONDITIONS A REMPLIR

- (1) L'organisme délégataire est chargé d'effectuer les tâches liées à la mise en œuvre de l'Action, telle que décrite à l'annexe I de la convention. L'organisme délégataire effectue les tâches relatives, notamment, à : la préparation, la mise en œuvre et la clôture des conventions de subvention et des contrats de marchés publics, ainsi que la gestion des dépenses correspondantes.
- (2) Si l'article 3.1 des conditions particulières le prévoit, la Commission reconnaît que les systèmes d'audit, de comptabilité, de passation de marchés publics et d'octroi de subventions de l'organisme délégataire sont équivalents à ses propres systèmes, en tenant compte des normes reconnues au niveau international.

ARTICLE II: OBLIGATIONS GENERALES

- (1) Dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées au titre de la convention, l'organisme délégataire ne peut effectuer de tâches impliquant une marge d'appréciation qui est de nature à traduire des choix politiques; en particulier:
 - a) il ne peut définir, ni modifier les objectifs, les stratégies et les domaines prioritaires de l'Action, tels que décrits à l'annexe I;
 - b) il ne peut agir pour des missions autres que celles qui lui sont expressément déléguées par la convention.
- (2) L'organisme délégataire est responsable de l'administration générale des activités nécessaires pour mettre en œuvre l'Action, en particulier:
 - a) il conclut des contrats de marchés et de subventions, effectue les paiements appropriés et gère les accords pouvant résulter de ces opérations, en effectuant notamment toutes les activités nécessaires à la gestion appropriée de ce type d'activités par ses partenaires mettant en œuvre l'Action ou les contractants et, au besoin, assure les recouvrements des sommes indûment versées;

- b) il procède à des vérifications régulières, au moins une fois l'an, afin de s'assurer que les prescriptions relatives à la visibilité de l'Action financée au titre de la convention, telles qu'elles sont énoncées à l'article VII, sont dûment respectées;
 - c) il transmet à la Commission toute information demandée et ce, dans les 30 jours;
 - d) il participe aux réunions de coordination et aux autres activités communes organisées conjointement avec la Commission.
- (3) L'organisme délégataire exécute les tâches qui lui sont confiées au titre de la convention dans le respect du principe de bonne gestion financière, c'est-à-dire conformément aux principes d'économie, d'efficacité et d'utilisation judicieuse des ressources, et effectue les contrôles nécessaires conformément aux conditions et modalités prévues par la réglementation pertinente.
- (4) L'organisme délégataire informe sans tarder la Commission de tout changement important intervenu dans ses procédures ou ses systèmes en particulier ceux qui affectent les conditions d'éligibilité visés dans les instruments juridiques applicables mentionnés à l'Annexe II, ainsi que de toute autre circonstance qui serait de nature à affecter la mise en œuvre de la convention, ou à retarder ou à compromettre l'exécution des tâches déléguées. Il actualise en particulier les informations concernant ses systèmes d'audit, de comptabilité et de passation de marchés, ainsi que ses systèmes de contrôle interne efficaces et performants. La commission se réserve le droit d'adopter des mesures additionnelles pour réagir aux changements visés ci-dessus ou de mettre un terme à la convention conformément aux dispositions de l'article X(2) ci-après.
- (5) L'organisme délégataire utilise un système général pour la tenue des comptes et la protection des données à caractère personnel, ainsi que pour le suivi administratif et financier des conventions de subvention et des marchés publics (échange de correspondance, lettres de suivi ou de rappel, réception de rapports, etc.).
- (6) L'organisme délégataire prend les mesures appropriées pour empêcher les cas d'irrégularité, de fraude¹, de corruption² ou toute autre activité illégale dans la gestion de l'Action. Tous les cas suspectés et avérés d'irrégularité, de fraude et de corruption touchant la convention, ainsi que les mesures prises dans ce cadre par l'organisme délégataire, doivent être notifiés immédiatement à la Commission.

Au plus tard avant de prendre la décision relative à la passation d'un marché ou à l'octroi d'une subvention, l'organisme délégataire vérifie, conformément à l'article 6.3 des conditions particulières, que le tiers concerné (c'est-à-dire le demandeur d'une subvention, le candidat ou le soumissionnaire, y compris leurs associés) ne figure pas dans le système d'alerte rapide (W5)³.

¹ Voir article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes du 26 juillet 1995, JO C 316 du 27.11.1995, p. 48.

² Voir articles 2 et 3 du premier protocole à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, JO C 313 du 23.10.1996, p. 1.

³ Décision C(2004) 193/3 du 3.2.2004, modifiée en dernier lieu par les règles internes 2007 (http://www.cc.cec/budg/i/earlywarn/imp-110-060_decision_fr.html).

Le cas échéant, l'organisme délégataire est responsable de mettre fin aux contrats ou conventions passés avec des partenaires, contractants, membres du personnel coupables de comportements frauduleux ou de pratiques de corruption dans le contexte de la présente convention, ainsi que de toute autre action mise en œuvre par l'organisme délégataire et financée par l'Union européenne ou la Commission, et d'engager des poursuites en vue de recouvrer les fonds qui ont été indûment versés ou qui n'ont pas été utilisés correctement.

- (7) L'organisme délégataire vérifie régulièrement que l'Action a été exécutée correctement. Le cas échéant, il prend, pour remédier aux problèmes constatés, des mesures appropriées, proportionnées à la gravité des problèmes⁴. Si la situation l'exige, il engage une action en justice en vue de recouvrer les fonds qui ont été indûment versés ou qui n'ont pas été utilisés correctement.
- (8) L'organisme délégataire est responsable, vis-à-vis de la Commission, de tous les fonds indûment versés.
- (9) L'organisme délégataire ne peut, sans l'autorisation écrite préalable de la Commission, sous-traiter à un tiers aucune de ses tâches liées à l'exécution de l'Action, ni céder tout ou partie de ses droits et obligations à un tiers. Si l'organisme délégataire sous-traite une partie de ses tâches à un partenaire mettant en œuvre l'Action, il reste entièrement responsable du respect des dispositions de la convention et des obligations qui en découlent.
- (10) L'organisme délégataire veille à ce que les conditions qui lui sont applicables au titre de l'article II, de l'article III(3), ainsi que des articles IV, VI, VII, VIII, IX, XVI et XVIII de la présente convention soient également applicables aux tiers qui participeraient à la mise en œuvre de l'Action.

ARTICLE III: PERIODE D'EXECUTION DE LA CONVENTION, SUSPENSION, FORCE MAJEURE

- (1) La convention fixe une période d'exécution, qui commence à la date d'entrée en vigueur de la convention et prend fin à la date précisée à cet effet à l'article 2.2 des conditions particulières.
- (2) La période d'exécution comprend une phase de mise en œuvre opérationnelle au cours de laquelle sont exécutées les activités principales. Cette phase commence à la date d'entrée en vigueur de la convention, telle que visée à l'article 2.1 des conditions particulières, et prend fin au plus tard 24 mois avant la fin de la période d'exécution. La phase de clôture, au cours de laquelle les audits et l'évaluation finals sont effectués et les contrats relatifs à la mise en œuvre de la convention de financement sont techniquement et financièrement clôturés, commence à la date où prend fin la phase de mise en œuvre opérationnelle et prend fin elle-même au plus tard 24 mois après cette date, sauf disposition contraire des conditions particulières.

⁴ Par exemple, la suspension de l'autorisation de passer de nouveaux marchés ou de conclure de nouveaux contrats de subvention avec des tiers, ou la suspension du versement de tranches supplémentaires (si les fonds n'ont pas fait l'objet d'un versement unique).

- (3) Les coûts liés aux activités principales ne sont admissibles au bénéfice d'un financement communautaire que s'ils ont été exposés au cours de la phase de mise en œuvre opérationnelle. Les coûts liés aux audits et à l'évaluation finals, ainsi qu'aux activités de clôture sont éligibles à un financement communautaire jusqu'à la fin de la phase de clôture.
- (4) Tout reliquat de la contribution communautaire doit être recouvré par la Commission, conformément aux dispositions de l'article XVII, au plus tard six mois après la fin de la période d'exécution.
- (5) Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, une prorogation de la phase de mise en œuvre opérationnelle et, partant, de la période d'exécution peut être demandée. Si la prorogation est demandée par l'organisme délégataire, la demande doit être soumise à la Commission au moins un mois avant la fin de la phase de mise en œuvre opérationnelle. Si la Commission approuve la prorogation, l'approbation doit être donnée par la Commission à l'organisme délégataire avant la fin de la phase de mise en œuvre opérationnelle.
- (6) Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, et après la fin de la phase de mise en œuvre opérationnelle, une prorogation de la phase de clôture et, partant, de la période d'exécution peut être demandée. Si la prorogation est demandée par l'organisme délégataire, la demande doit être soumise à la Commission au moins un mois avant la fin de la phase de clôture. Si la Commission approuve la prorogation, l'approbation doit être donnée par la Commission à l'organisme délégataire avant la fin de la phase de clôture.
- (7) Aucune prorogation ne peut être accordée au-delà de la date visée à l'article 2.4 des conditions particulières. Tout solde pour lequel aucun marché n'a été passé, ni aucune convention de subvention n'a été signée par l'organisme délégataire est recouvré par la Commission, conformément aux dispositions de l'article XVII.
- (8) L'organisme délégataire peut suspendre totalement ou partiellement la mise en œuvre de l'Action si les circonstances (principalement la force majeure, telle que définie au paragraphe 11 ci-après) rendent la poursuite de la mise en œuvre trop difficile ou trop dangereuse. Il en informe sans tarder la Commission et lui communique toutes les précisions nécessaires, ainsi que la date prévisible de reprise. Si la convention n'est pas résiliée, l'organisme délégataire s'efforce de réduire au minimum la période de suspension, reprend la mise en œuvre de l'Action dès que les circonstances le permettent et en informe la Commission.
- (9) La Commission peut demander à l'organisme délégataire de suspendre totalement ou partiellement la mise en œuvre de l'Action si les circonstances (principalement la force majeure) rendent la poursuite de la mise en œuvre trop difficile ou trop dangereuse. Si la convention n'est pas résiliée, l'organisme délégataire s'efforce de réduire au minimum la période de suspension et reprend la mise en œuvre de l'Action dès que les circonstances le permettent, moyennant l'approbation écrite préalable de la Commission.
- (10) La période de mise en œuvre de la convention est automatiquement prorogée d'une durée égale à celle de la suspension et ce, sans préjudice de toute modification de la convention qui pourrait être nécessaire pour adapter l'Action aux nouvelles conditions de mise en œuvre.

- (11) On entend par force majeure toute situation et tout événement imprévisibles et exceptionnels, indépendants de la volonté des parties et non imputables à une faute ou à une négligence de l'une d'elles (ou d'un de leurs contractants ou salariés), qui empêchent l'une des parties d'exécuter l'une quelconque de ses obligations découlant de la convention et qui n'ont pu être évités en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou retards de mise à disposition d'équipements ou de matériel, ni les conflits de travail, grèves et difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure. Une partie n'est pas considérée comme ayant manqué à ses obligations découlant de la convention si elle en est empêchée par un cas de force majeure. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3 ci-dessus, la partie invoquant un cas de force majeure en avertit immédiatement l'autre partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles, et prend les mesures nécessaires pour en réduire les conséquences au minimum.

ARTICLE IV: RESPONSABILITE

- (1) L'organisme délégataire est seul responsable du respect de toutes les obligations légales qui lui incombent au titre de la présente convention.
- (2) La Commission ne peut en aucun cas, ni à quelque titre que ce soit, être tenue pour responsable des dommages causés au personnel ou aux biens de l'organisme délégataire lors de la mise en œuvre de l'Action. En conséquence, la Commission ne peut admettre aucune demande d'indemnisation ou d'accroissement des paiements pour ces motifs.
- (3) L'organisme délégataire est seul responsable vis-à-vis des tiers, notamment en ce qui concerne les dommages ou le préjudice de toute nature subis par ces derniers en liaison avec la convention ou lors de la mise en œuvre de l'Action.

ARTICLE V: OBLIGATIONS RELATIVES A L'INFORMATION ET AUX RAPPORTS

- (1) L'organisme délégataire s'engage à faire rapport sur l'exécution des tâches déléguées. À cette fin, il soumet à la Commission le ou les rapports d'exécution et le rapport final, tels que définis ci-après.
- (2) L'organisme délégataire doit présenter un rapport d'exécution, portant sur la mise en œuvre de la phase opérationnelle de la convention, pour chaque période de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention. L'organisme délégataire présente le rapport d'exécution dans les 60 jours suivant la fin de la période couverte par ledit rapport. Le rapport d'exécution couvre l'ensemble des activités et contient des informations sur l'exécution des tâches et l'utilisation appropriée des fonds transférés à l'organisme délégataire au titre de la convention. Si la phase de mise en œuvre opérationnelle de la convention n'excède pas douze mois, l'organisme délégataire ne présente qu'un rapport final.
- (3) Le rapport d'exécution contient:
- a) une description succincte de la manière dont chaque activité a été exécutée, précisant les dépenses effectivement engagées et exposées par activité;

- b) des informations relatives aux mesures de contrôle et d'audit auxquelles l'organisme délégataire lui-même a été soumis, ainsi que des mesures de contrôle dont ont fait l'objet les bénéficiaires des fonds (y compris, le cas échéant, les contractants). Si une inspection a eu lieu, il convient de joindre un rapport d'inspection de synthèse, précisant le nombre et les résultats des contrôles sur place et des audits qui ont déjà été réalisés;
 - c) un état financier d'ensemble, rendant compte de l'utilisation qui a été faite des fonds transférés à l'organisme délégataire;
 - d) un état financier rendant compte de l'utilisation qui a été faite de l'indemnité financière pour frais administratifs, au cas où cette indemnité est prévue à l'article 4.3 des conditions particulières;
 - e) le cas échéant, une demande de paiement.
- (4) L'organisme délégataire soumet à la Commission, dès que possible et au plus tard 60 jours après la fin de la phase de clôture couverte par la convention, un rapport final synthétisant l'exécution des différentes actions couvertes⁵ et rendant compte de l'utilisation qui a été faite des fonds transférés à l'organisme délégataire. Si la durée de la phase de mise en œuvre opérationnelle de la convention est inférieure à douze mois, le rapport final contient, outre les informations énumérées ci-après, l'ensemble des informations visées au paragraphe 3 ci-dessus.
- (5) Le rapport final contient les éléments suivants:
- a) le montant total effectivement payé par l'organisme délégataire à des tiers, le montant total de l'indemnité financière pour charges administratives et le montant total du coût réel de l'assistance technique apportée par l'organisme délégataire à des tiers, ce qui doit permettre de déterminer le solde total à recouvrer par la Commission auprès de l'organisme délégataire;
 - b) les mesures de contrôle et d'audit auxquelles l'organisme délégataire lui-même a été ou sera soumis⁶;
 - c) annexes: les annexes suivantes sont jointes au rapport final:
 - (i) un tableau récapitulatif indiquant le montant définitif de chaque subvention ou de chaque marché, ainsi que la référence des rapports d'exécution correspondant à chaque action; les rapports d'exécution tels que visés au paragraphe 3 sont réputés constituer une annexe du rapport final;
 - (ii) un rapport d'inspection de synthèse précisant le nombre et les résultats des contrôles sur place et des audits ex post effectués par l'organisme délégataire auprès de tiers (y compris les bénéficiaires de subventions et les contractants), accompagné, le cas échéant, d'informations actualisées sur les mesures prises pour remédier aux problèmes éventuellement constatés;

⁵ Résultats ventilés par opération, au cas où l'Action couvre plusieurs opérations.

⁶ L'approbation des comptes dans les conditions prévues aux statuts de l'organisme délégataire vaut rapport d'inspection et d'audit.

- d) une description des résultats produits par chaque opération et de leur impact au regard des objectifs de l'Action;
- (6) La Commission peut demander des informations supplémentaires concernant le contenu des rapports, ou des documents additionnels. L'organisme délégataire transmet les informations ou documents demandés dans les 30 jours suivant la demande.
- (7) Tout rapport est réputé approuvé en l'absence de réaction de la Commission dans les 45 jours suivant sa réception, accompagné d'une demande de paiement conforme au modèle figurant à l'annexe V.

Si la Commission n'a pas l'intention d'approuver un rapport qui lui est soumis, elle adresse à l'organisme délégataire une demande dans laquelle elle donne les raisons de la non-approbation et précise les informations supplémentaires qu'il y a lieu de lui transmettre dans les 45 jours suivant la réception d'un rapport complet et de ses annexes. Le délai d'approbation du rapport précité est suspendu jusqu'à la réception des informations demandées.

Toute demande de paiement faite conformément au modèle figurant à l'annexe V est réputée approuvée en l'absence de réaction de la Commission dans les 45 jours suivant l'approbation du rapport par la Commission, conformément au paragraphe 1.

Si la Commission estime qu'une demande de paiement ne peut être honorée, elle adresse à l'organisme délégataire une demande dans laquelle elle donne les raisons du non-paiement et précise les informations supplémentaires qu'il y a lieu de lui transmettre dans les 45 jours suivant la date d'approbation du rapport. Le délai de paiement est suspendu jusqu'à l'enregistrement d'une demande de paiement présentée dans les formes requises.

- (8) L'approbation du rapport et/ou de ses annexes n'emporte reconnaissance ni de leur régularité, ni du caractère authentique, complet et correct des déclarations et des informations qui y sont contenues.
- (9) Les montants figurant dans les rapports sont libellés en euros et peuvent être établis sur la base d'états financiers libellés dans d'autres monnaies, conformément aux prescriptions applicables à l'organisme délégataire. Lorsque tel est le cas, et aux fins de l'établissement des rapports, les dépenses effectives sont converties en euros à l'aide du taux de change visé à l'alinéa suivant.

Toute conversion effectuée dans l'exécution de la convention a lieu sur la base du taux qu'applique la Banque centrale européenne à la date d'exécution du paiement à ses principales opérations de refinancement en euros (€), tel qu'il est publiés dans Infoeuro.

ARTICLE VI: CONFLIT D'INTERETS

- (1) L'organisme délégataire s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les conflits d'intérêts et informe immédiatement la Commission de toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible d'y conduire.

- (2) Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'une personne quelconque au titre de la présente convention est compromis pour des motifs d'ordre familial ou affectif, des affinités politiques ou nationales, des intérêts économiques ou tout autre motif de communauté d'intérêts avec une autre partie.

ARTICLE VII: VISIBILITE ET PUBLICATION EX POST

- (1) Sauf demande ou accord contraire de la Commission, l'organisme délégataire prend toutes les mesures appropriées pour assurer la visibilité du financement d'une Action par l'Union européenne. Les informations diffusées à la presse et aux bénéficiaires des fonds, de même que l'ensemble des supports publicitaires, avis officiels, rapports et publications mentionnent le fait que l'Action a été réalisée *«avec la participation financière de l'Union européenne»* et font apparaître de manière appropriée l'emblème de l'Union européenne (douze étoiles jaunes sur fond bleu). Ces mesures doivent respecter les règles correspondantes sur la visibilité des actions extérieures fixées et publiées par la Commission.
- (2) Pour chaque subvention et chaque marché financé par les fonds qui lui ont été transférés, l'organisme délégataire est tenu de publier, à tout le moins sur son site internet:
- a) pour les subventions : titre de l'Action, nom, adresse et nationalité du bénéficiaire, et montant de la subvention
 - b) pour les contrats : titre et type de contrat, nom, adresse et nationalité du contractant, et montant du contrat.

Lorsqu'une partie des tâches visées à l'annexe I de la convention est effectuée par les partenaires d'exécution de l'organisme délégataire, les obligations concernant la publication ex post, telles qu'elles sont visées au présent article, sont applicables auxdits partenaires d'exécution.

L'organisme délégataire fait connaître l'adresse du site web où figurent ces informations et autorise la Commission à publier cette adresse sur son site internet approprié.

- (3) Lorsque, dans le cadre de l'Action, des équipements, des véhicules ou du matériel important ont été acquis à l'aide de fonds transférés par la Commission, il y a lieu de l'indiquer clairement sur ces véhicules, ces équipements et ce matériel, notamment en y faisant figurer l'emblème de l'Union européenne (douze étoiles jaunes sur fond bleu).
- (4) La taille et la disposition de la mention de la source du financement et de l'emblème de l'Union européenne sont choisies de façon à en assurer dûment la visibilité, tout en veillant à ne pas créer de confusion quant au fait que l'Action constitue une activité de l'organisme délégataire.
- (5) Toutes les publications de l'organisme délégataire relatives à l'Action ayant bénéficié d'un financement de l'Union européenne, quels que soient la forme et le support utilisés, y compris l'internet, contiennent la clause de non-responsabilité suivante ou une mention analogue: *«Le présent document a été réalisé avec la participation financière de l'Union européenne. Les opinions qui y sont exprimées ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.»*

- (6) Les mentions relatives aux contributions de l'Union européenne indiquent les montants de ces contributions en euros, entre parenthèses si nécessaire.
- (7) L'organisme délégataire accepte que la Commission publie, sous la forme et sur le support qu'elle choisit, y compris sur ses sites web, son nom et son adresse, l'objet et le montant de la contribution, ainsi que le pourcentage du cofinancement accordé.
- (8) L'organisme délégataire accepte que la Commission transmette à l'autorité budgétaire de l'Union européenne les informations relatives à la (aux) subvention(s) accordée(s) et aux marchés attribués par l'organisme délégataire au titre de la présente convention, ainsi que les informations relatives à l'organisme délégataire lui-même.

ARTICLE VIII: PROPRIETE DES RESULTATS

- (1) À la fin de l'Action, et sauf indication contraire, les équipements, les véhicules et le matériel mis à disposition dans le cadre de l'Action réalisée au titre de la convention sont transférés aux autorités locales ou aux partenaires mettant en œuvre l'Action (à l'exclusion des contractants commerciaux), ou encore aux bénéficiaires finals de l'Action. Les pièces justificatives de ces transferts sont présentées avec le rapport final, conformément à l'article V.
- (2) Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, l'organisme délégataire veille à ce que le tiers concerné (partenaire mettant en œuvre l'Action, bénéficiaire de subvention ou contractant) octroie à la Commission le droit d'utiliser, librement, gratuitement et comme elle le juge opportun, les résultats de l'Action, compte tenu des obligations de confidentialité énoncées à l'article IX et dans le plein respect des droits existants de propriété industrielle et intellectuelle (y compris les droits d'auteur).

ARTICLE IX: CONFIDENTIALITE

- (1) La Commission et l'organisme délégataire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, de toute information et de tout autre matériel qui se rapportent directement à l'exécution des conventions et qui sont dûment classés comme confidentiels. Sur demande, la Commission a accès à l'ensemble de ces documents et informations et de ce matériel.
- (2) Les parties restent liées par cette obligation pendant sept ans au moins après la période d'exécution, telle que visée à l'article 2 des conditions particulières.

ARTICLE X: RESILIATION DE LA CONVENTION

- (1) Si, à un moment quelconque, l'une des parties estime que l'objet de la convention ne peut plus être réalisé de manière efficace ou appropriée, elle consulte l'autre partie. À défaut d'accord sur une solution, chaque partie peut résilier la convention moyennant un préavis écrit de deux mois. Dans ce cas, l'organisme délégataire ne peut utiliser le solde des fonds que dans la mesure où il correspond à la partie du programme ou du projet qui a été exécutée, ainsi que pour le remboursement des engagements contractés par l'organisme délégataire avant la présentation de l'avis écrit de résiliation à l'autre partie et auquel, pour des motifs juridiques, l'organisme délégataire ne peut raisonnablement mettre fin.

Les fonds relatifs à des activités non encore exécutées ou à la partie non exécutée de certaines activités sont recouvrés par la Commission, conformément aux dispositions de l'article XVII.

- (2) La Commission peut également décider de mettre un terme à la convention dans les circonstances suivantes:
- a) lorsqu'un changement de nature juridique, technique ou organisationnelle affecte substantiellement les conditions et obligations visées aux articles I et II ci-dessus;
 - b) lorsque l'organisme délégataire n'exécute pas une obligation importante qui lui incombait conformément aux dispositions de la convention, y compris les annexes;
 - c) en cas de force majeure ou en cas de suspension d'une activité en raison de circonstances exceptionnelles, notifiée conformément à l'article III;
 - d) lorsque l'organisme délégataire est déclaré en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure de mise en liquidation ou de toute autre procédure analogue;
 - e) lorsque l'organisme délégataire a commis une faute grave en matière professionnelle, constatée par tout moyen justifié;
 - f) lorsque l'organisme délégataire fait des déclarations inexactes ou présente des rapports non conformes à la réalité pour obtenir un financement ou conserver indûment des fonds mis à sa disposition;
 - g) lorsque l'organisme délégataire a, intentionnellement ou par négligence, commis une irrégularité grave dans l'exécution de la convention, ainsi qu'en cas de fraude, de corruption ou de toute autre activité illégale de l'organisme délégataire, portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne. Est constitutive d'une irrégularité grave, toute violation d'une disposition conventionnelle ou réglementaire résultant d'un acte ou d'une omission de l'organisme délégataire, qui a ou pourrait avoir pour effet la perte des fonds transférés au titre de la convention.

La Commission engage des négociations avec l'organisme délégataire et, à défaut de solution appropriée trouvée dans un délai d'un mois, peut résilier la convention sans préavis, ni indemnités quelconques de sa part. Dans ce cas, la Commission peut exiger le remboursement intégral ou partiel de tout montant indûment versé, après avoir mis l'organisme délégataire en mesure de présenter ses observations.

- (3) Un marché public ou une convention de subvention qui n'a donné lieu à aucun paiement dans les trois années suivant sa signature est résilié d'office par l'organisme délégataire et son financement est recouvré immédiatement par la Commission, conformément aux dispositions de l'article XVII.

ARTICLE XI: MODIFICATION DE LA CONVENTION

- (1) Toute demande de modification de la convention, y compris de ses annexes, ou d'une modification ayant une incidence sur la mise en œuvre de la convention, telle que la prorogation de la période d'exécution de la convention ou la suspension totale ou partielle

de la mise en œuvre de l'Action, telle que visée à l'article III ci-dessus, est adressée par une partie à l'autre partie sous forme écrite.

- (2) Sauf indication contraire dans la convention, lorsque la demande de modification émane de l'organisme délégataire, celui-ci l'adresse à la Commission un mois avant la date à laquelle la modification doit prendre effet, à moins que des circonstances particulières, dûment motivées par l'organisme délégataire et acceptées par la Commission, permettent de déroger à cette disposition.
- (3) Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant écrit.
- (4) Toutefois, lorsqu'une modification de la Description de l'Action et/ou du Budget n'affecte pas le but essentiel de l'Action et que l'incidence financière se limite à un transfert entre postes à l'intérieur d'une même rubrique principale du Budget incluant la suppression ou l'introduction d'une rubrique, ou à un transfert entre rubriques principales du Budget impliquant une variation inférieure ou égale à 15 % (le cas échéant en termes cumulatifs) du montant initial (le cas échéant modifié par avenant) de chaque rubrique principale concernée de coûts éligibles, l'organisme délégataire peut modifier le budget et en informe en conséquence la Commission par écrit. La rubrique « frais administratifs » ne peut être modifiée de la sorte
- (5) Les changements d'adresses et changements de compte bancaire font également l'objet d'une simple notification par écrit à la Commission. Le cas échéant, les changements de compte bancaire devront être spécifiés dans la demande de paiement dont le modèle est joint à l'Annexe V en utilisant la fiche d'identification financière de la Commission

ARTICLE XII: DROIT APPLICABLE

- (1) La présente convention est régie par le droit UE, complété, le cas échéant, par les dispositions pertinentes du droit belge.
- (2) Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout litige et toute plainte relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la convention, y compris en ce qui concerne l'existence, la validité ou la résiliation de celle-ci. À défaut de règlement amiable, toute partie peut saisir le Tribunal de première instance de l'Union européenne et, en cas d'appel, la Cour de justice de l'Union européenne.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE XIII: GARANTIE FINANCIERE

- (1) Dans les cas où l'article 5.5 des conditions particulières l'exige, l'organisme délégataire présente une garantie financière suffisante, notamment en ce qui concerne le recouvrement intégral des montants dus à la Commission. Le garant intervient à la première demande et ne peut exiger que la Commission poursuive l'organisme délégataire.
- (2) La garantie financière est proportionnelle au montant transféré à l'organisme délégataire. Elle reste en vigueur jusqu'à la date d'approbation, par la Commission, du rapport final de l'organisme délégataire, lequel ne doit pas être retardé abusivement.

- (3) Lorsque la garantie n'est pas émise par une administration publique, la Commission s'engage à la libérer dans les 30 jours suivant l'approbation du rapport final, conformément à l'article V, paragraphe 7.

ARTICLE XIV: TRANSFERT DE FONDS

- (1) Les transferts de fonds entre l'organisme délégataire et la Commission sont effectués en euros, en ce qui concerne aussi bien les fonds transférés à l'organisme délégataire par la Commission que le recouvrement, par la Commission, des soldes éventuels non utilisés par l'organisme délégataire.
- (2) Les versements de la Commission et de l'organisme délégataire sont réputés avoir été effectués à la date de débit de leurs comptes respectifs.
- (3) Les montants non encore utilisés par l'organisme délégataire restent la propriété de l'Union européenne ou du Fonds européen de développement.
- (4) Les procédures de paiement visées à l'article 5 des conditions particulières se déroulent selon l'une des options suivantes:

option 1: le transfert des fonds entre la Commission et l'organisme délégataire est effectué en un seul paiement dans les 45 jours suivant la signature de la convention.

option 2: le transfert des fonds entre la Commission et l'organisme délégataire est effectué en plusieurs tranches.

La Commission verse, dans les 45 jours suivant la signature de la convention, un préfinancement d'un montant correspondant à 100 % de la partie du budget prévisionnel des douze premiers mois de l'Action qui bénéficie du financement.

Chaque tranche supplémentaire constitue un nouveau préfinancement correspondant à 100 % de la partie du budget relative à la période suivante de douze mois (ou à la période restante si celle-ci est plus courte, dans le cas de la dernière tranche du préfinancement). Ces préfinancements sont versés par la Commission dans les 45 jours suivant l'approbation du rapport d'exécution, accompagné d'une demande de paiement de l'organisme délégataire, présentée conformément au modèle figurant à l'annexe V et visée à l'article V, à condition que les dépenses réellement exposées représentent au moins 70 % du paiement précédent (et 100 % de tous les paiements antérieurs éventuels), ces dépenses devant être attestées par le rapport correspondant. Aux fins de la présente disposition, les dépenses sont réputées exposées lorsqu'elles font l'objet d'un engagement juridique officiel entre l'organisme délégataire et le tiers.

La Commission versera le solde dans les 45 jours suivant l'approbation du rapport final, conformément à l'article V de la présente convention.

ARTICLE XV: COMPTE BANCAIRE ET INTERETS DANS LE CAS D'ORGANISMES DE DROIT PRIVE OU D'ORGANISMES DE DROIT PUBLIC D'UN ÉTAT NON MEMBRE DE L'UNION EUROPEENNE

- (1) Si l'organisme délégataire est un organisme de droit privé ou s'il appartient à un État non membre de l'Union européenne, il ouvre un compte bancaire distinct en euros, si possible rémunéré ou bénéficiant d'avantages équivalents identifiables (ou un sous-compte permettant d'identifier ces intérêts ou avantages). Ce compte ou sous-compte doit permettre:
 - d'identifier les fonds versés par la Commission,
 - d'identifier et de suivre les opérations effectuées avec des tiers,
 - de faire la distinction entre les opérations effectuées au titre de la présente convention, d'une part, et les opérations relatives à d'autres missions ou activités de l'organisme délégataire, d'autre part.
- (2) Si le compte bancaire ouvert par l'organisme délégataire ne peut être rémunéré, il doit permettre:
 - d'identifier les fonds versés par la Commission,
 - d'identifier et de suivre les opérations effectuées avec des tiers,
 - de faire la distinction entre les opérations effectuées au titre de la convention, d'une part, et les opérations relatives à d'autres missions ou activités de l'organisme délégataire, d'autre part.
- (3) Les intérêts éventuels ou avantages équivalents générés par les fonds transférés par la Commission à l'organisme délégataire sont mentionnés dans les rapports intermédiaires et le rapport final visés à l'article IV.
- (4) Sauf indication contraire dans la réglementation applicable, les intérêts éventuels ou avantages équivalents générés par des fonds dont le montant est égal ou inférieur à 250 000 euros et qui ont été transférés par la Commission à l'organisme délégataire ne sont pas dus à la Commission et peuvent être utilisés par l'organisme délégataire aux fins de la convention, conformément à l'article 1^{er} des conditions particulières.
- (5) Tout intérêt éventuel ou avantage équivalent généré par des fonds dont le montant est supérieur à 250 000 euros et qui ont été transférés par la Commission à l'organisme délégataire sera recouvré par la Commission, conformément aux dispositions de l'article XVII, au plus tard à la fin de la période d'exécution visée à l'article 2.3 des conditions particulières.
- (6) Sauf indication contraire dans la réglementation applicable, en cas d'actions de gestion de crise reconnues comme telles par la Commission, tout intérêt généré par des fonds dont le montant est égal ou inférieur à 750 000 euros et qui ont été transférés par la Commission à l'organisme délégataire n'est pas dû à la Commission et peut être utilisé par l'organisme délégataire aux fins de la convention, conformément à l'article 1^{er} des conditions particulières.

- (7) En cas d'actions de gestion de crise reconnues comme telles par la Commission, tout intérêt ou avantage équivalent généré par des fonds dont le montant est supérieur à 750 000 euros et qui ont été transférés par la Commission à l'organisme délégataire est recouvré par la Commission conformément aux dispositions de l'article XVII ci-après. Sauf indication contraire dans la réglementation applicable, la Commission recouvre ces intérêts à la fin de chaque exercice financier.

ARTICLE XVI: MONTANT DEFINITIF

- (1) Le montant définitif des fonds utilisés par l'organisme délégataire est arrêté par l'approbation, par la Commission, du rapport final de l'organisme délégataire, visé à l'article V, paragraphe 7, ci-dessus.
- (2) Le montant total définitif n'est pas supérieur à la contribution maximum de la CE, visée à l'article 4.2 des conditions particulières.
- (3) Le montant définitif des fonds utilisés par l'organisme délégataire est déterminé:
- (a) dans le cas des subventions, sur la base des coûts admissibles identifiés selon les règles applicables aux conventions, visées à l'article 3.1 des conditions particulières;
 - (b) dans le cas des marchés publics, sur la base des factures reçues des contractants;
 - (c) dans le cas de l'indemnité financière pour l'assistance technique apportée par l'organisme délégataire à des tiers à l'aide de ses propres moyens, sur la base de pièces justificatives, comme précisé plus loin;
 - (d) dans le cas de l'indemnité financière pour frais administratifs, sur la base du pourcentage convenu conformément à l'article 4.3 des conditions particulières.

Pour être considérés comme admissibles au titre de la présente convention, les coûts visés aux points a), b) et c) doivent:

- être nécessaires à la mise en œuvre de l'Action, être explicitement prévus dans la présente convention et répondre aux principes de bonne gestion financière;
 - avoir été effectivement exposés au cours de la période d'exécution visée à l'article 2.2 des conditions particulières, quelle que soit la date à laquelle les fonds ont été effectivement décaissés par l'organisme délégataire;
 - être enregistrés dans la comptabilité de l'organisme délégataire, être identifiables, être attestés par des pièces justificatives originales (le cas échéant, sous forme électronique) et être contrôlables conformément aux dispositions de l'article XVIII, paragraphe 3.
- (4) Quand la Commission approuve le rapport final, elle clôture les comptes et arrête le montant définitif des fonds utilisés par l'organisme délégataire, ainsi que le solde éventuel à recouvrer.
- (5) Le montant définitif représente l'écart entre le montant total des fonds transférés par la Commission à l'organisme délégataire et le montant total versé par l'organisme délégataire à des tiers (partenaires mettant en œuvre l'Action, bénéficiaires des

subventions ou contractants), compte tenu du cofinancement éventuel assuré conformément à l'article 4 des conditions particulières, de l'indemnité financière pour coûts administratifs, visée à l'article 4.3 des conditions particulières, et de l'indemnité financière pour l'assistance technique accordée par l'organisme délégataire, selon le cas. Le montant versé en indemnisation de l'assistance technique accordée par l'organisme délégataire et dont l'utilisation effective n'a pas été dûment déclarée dans les rapports visés à l'article V est recouvré par la Commission.

- (6) Conformément aux dispositions de l'article V, paragraphe 7, de la présente convention, la Commission informe l'organisme délégataire de l'approbation du rapport final en indiquant, le cas échéant, le montant qu'elle entend recouvrer. Elle fixe à l'organisme délégataire un délai de 30 jours pour présenter ses observations éventuelles. Si, au terme de cette période, l'organisme délégataire n'a communiqué aucune observation relative au calcul ci-dessus et/ou à la base de calcul du montant à recouvrer, la Commission émet un ordre de recouvrement que l'organisme délégataire s'engage à exécuter selon les conditions et dans les délais énoncés à l'article XVII.
- (7) Tout montant payé en trop par la Commission à l'organisme délégataire est recouvré conformément aux dispositions de l'article XVII ci-après.

ARTICLE XVII: RECOUVREMENT

- (1) Lorsqu'un recouvrement est justifié, l'organisme délégataire s'engage à rembourser à la Commission, dans les 45 jours suivant la date d'émission de la note de débit, cette dernière étant la lettre par laquelle la Commission réclame le montant dû par l'organisme bénéficiaire, tout montant qui lui aurait été versé en surplus par rapport au montant définitif dû.
- (2) En cas de non-remboursement par l'organisme délégataire dans les délais fixés, le montant dû porte intérêt au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement en euros (€), majoré de trois points et demi. Les intérêts sont dus pour la période comprise entre le jour suivant la date d'expiration du délai de paiement et la date où a lieu le paiement. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard.
- (3) Les montants à rembourser à la Commission peuvent être portés en déduction des montants de toute nature qui seraient dus à l'organisme délégataire, après que celui-ci en a été informé de manière appropriée. L'assentiment préalable de l'organisme délégataire n'est pas requis. Cette disposition est applicable sans préjudice d'un éventuel échelonnement des paiements convenu entre les parties.
- (4) Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des montants dus à la Commission sont à la charge exclusive de l'organisme délégataire.

ARTICLE XVIII: ÉVALUATION, CONTROLES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- (1) Des représentants de la Commission sont invités à participer aux principales activités de suivi et aux missions d'évaluation des résultats de l'Action. Les conclusions de ces missions sont communiquées à la Commission par l'organisme délégataire.

- (2) Cette disposition est applicable sans préjudice de toute mission d'évaluation que la Commission souhaiterait effectuer en tant que donateur. Les missions d'évaluation des représentants de la Commission doivent être planifiées et exécutées dans un esprit de collaboration entre l'organisme délégataire et les représentants de la Commission, en gardant à l'esprit l'engagement pris par les parties d'assurer une mise en œuvre efficace et rationnelle de la convention. Ces missions doivent être planifiées à l'avance et les questions de procédure doivent être réglées conjointement et préalablement par la Commission et l'organisme délégataire. Avant la publication du rapport final, la Commission communiquera un projet du rapport de la mission d'évaluation à l'organisme délégataire pour que celui-ci puisse faire connaître ses observations.
- (3) L'organisme délégataire reconnaît le droit de la Commission, de l'OLAF et de la Cour des comptes de l'Union européenne, ainsi que de tout autre représentant désigné par la Commission, de procéder à des contrôles sur pièces et à des vérifications sur place concernant l'utilisation qui a été faite des fonds de l'UE octroyés au titre de la présente convention (y compris les procédures d'attribution des marchés et des subventions) et d'effectuer, le cas échéant, une vérification complète sur la base de documents comptables justificatifs et de tout autre document relatif au financement de l'Action, et ce, pendant toute la durée de la convention et au cours d'une période minimum de sept ans à compter de la date d'approbation du rapport final, conformément à l'article V, paragraphe 7, ci-dessus. En conséquence, l'organisme délégataire tient à la disposition de la Commission, de l'OLAF, de la Cour des comptes de l'Union européenne, ainsi que de tout autre organisme externe qualifié, choisi par la Commission pour effectuer ces vérifications, tous les documents originaux ou, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, des copies conformes des documents originaux relatifs à la convention et aux marchés publics ou conventions de subvention éventuellement conclus au titre de la présente convention, et ce, pendant une période minimum de sept ans à compter de la date d'approbation du rapport final et jusqu'à la date d'extinction de toute action en règlement d'un litige, engagée conformément à la législation applicable qui régit la convention et les marchés ou subventions précités.
- (4) En outre, l'organisme délégataire accepte que l'OLAF puisse procéder à des contrôles sur place et à des vérifications selon les procédures prévues par la législation de l'Union européenne pour la protection des intérêts financiers de l'Union européenne contre les fraudes et autres irrégularités.
- (5) À cet effet, l'organisme délégataire s'engage à donner aux agents de la Commission, de l'OLAF et de la Cour des comptes de l'Union européenne, ainsi qu'aux personnes mandatées par ces derniers, un droit d'accès aux sites et aux locaux où les opérations financées au titre de la convention sont exécutées, y compris les systèmes informatiques, ainsi qu'à tous les documents et à toutes les données informatisées concernant la gestion technique et financière de ces opérations, et à prendre toute mesure propre à faciliter leur travail. L'accès des personnes mandatées par la Commission européenne, l'OLAF et la Cour des comptes de l'Union européenne a lieu dans des conditions de stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, sans préjudice des obligations de droit public auxquelles elles sont soumises. Les documents doivent être accessibles et classés de façon à permettre un contrôle aisé, le bénéficiaire étant tenu d'informer la Commission, l'OLAF ou la Cour des comptes de l'Union européenne de l'endroit précis où ils sont conservés.
- (6) L'organisme délégataire est tenu informé de l'envoi sur place d'agents désignés par la Commission, l'OLAF ou la Cour des comptes des Communautés européennes.

- (7) L'organisme délégataire transmet dans les meilleurs délais à la Commission, et plus particulièrement à l'OLAF, toute information concernant les cas suspectés et avérés de fraude ou de corruption, ou toute autre activité illégale.